

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 240 – Décembre 2020

Témoignage

Réflexions d'un militant communiste à propos du 1er mai.

L'armée belge des partisans armés.

Les huit locomotives de Ressaix

Le pont du Ventraine

Rupture de câble

Société

Leur écologie et la nôtre

Les pandémies vont devenir plus...

Les idéologies rétrogrades doivent être...

Libres propos

Le français d'abord

Banques et services non rendus...

International

Le régime social-paternaliste d'Alexandre Lukachenko

Hommage

Marcel Couteau fête ses noces d'or en politique au Roelux

Daniel Tanuro

L'impossible capitalisme vert



La Découverte / Poche



L'ARMÉE BELGE DES PARTISANS ARMÉS.

Les huit locomotives de Ressaix

Sur un coin de page du bilan des opérations à l'actif des partisans dans le Centre, nous lisons :

-Sabotage de la salle de pompage et des transformateurs à Piéton.

-Destruction des freins Westinghouse à des centaines de wagons.

-Exécution de nombreux traîtres rexistes et particulièrement de Saintrain Duquesnes.

-Sabotage de la sous-station électrique de Piéton.

-Réquisition d'argent au charbonnage de Strépy-Bracquegnies.

Destruction de huit locomotives au charbonnage du Plateau à Ressaix.



Société des charbonnages de Ressaix

Cette dernière entreprise fut assez mouvementée. Avant de l'effectuer les P.A. rencontrèrent déjà bien des difficultés. Ils ne disposaient pas que d'un matériel rudimentaire : le cordon « Bickford » faisait particulièrement défaut. Le commandant D ... s'était vu dans l'obligation d'acheter 1 mètre de mèche d'amadou qu'il paya 30 francs, prix exagéré, on en conviendra.

On découpa cette mèche d'amadou pour en prolonger les quelques bouts de cordon Bickford mais à l'essai, on constata que le feu s'arrêtait au point de jonction des deux mèches de natures différentes. D ... s'avisa de gratter le phosphore de quelques allumettes et d'en saupoudrer les sections des deux cordons. L'expérience donna pleine satisfaction et les mèches furent ainsi préparées.

Quand on se rend compte des moyens de fortune employés, on se demande une fois de plus ce qu'aurait pu réaliser une armée des partisans parfaitement équipée !

Au jour fixé, quinze hommes dirigés par le commandant D ... et son adjoint A ... se présentèrent aux abords du charbonnage. Avec d'infinies précautions, ils cisillèrent un réseau de fils barbelés défendant l'accès du chantier. Une fois le barrage franchi, les patriotes capturèrent les veilleurs l'un après l'autre et les enfermèrent dans la loge du concierge. Ensuite vint le tour des ouvriers travaillant à la surface. La rafle s'effectua sans encombre sauf quelques petits incidents tragi-comiques.

Un P.A. surgissant dans une remise y découvrit un bonhomme qui, à grands coups de pelle à feu, nettoyait le foyer d'une locomotive. Le patriote interpella l'ouvrier. Tout à ce son travail, ce dernier n'entendit rien... Une deuxième sommation n'eut pas plus de succès. Le saboteur s'approcha du travailleur et lui toucha l'épaule. Le pauvre diable se retourna mais, sidéré à la vue de ce géant masqué jouant négligemment avec un revolver, il s'affaissa comme une loque. D'autres partisans arrivèrent sur les lieux. On essaya de rassurer le manœuvre, on lui fit boire à même son flacon trouvé sur une caisse. L'homme se remit difficilement et on dut le transporter en lieu sûr auprès de ses camarades.

Un peu plus loin, un autre ouvrier sortit de dessous une locomotive en déclarant avec empressement qu'il autorisait les P.A. à faire tout ce que bon leur semblait. Cette gentillesse fut accueillie par un éclat de rire général.

Neuf locomotives s'offraient comme cibles et les partisans se mirent à placer les explosifs dans les boîtes à fumée mais une grande incertitude planait. Cinq machines, tous feux éteints étaient bien froides, deux autres conservaient un reste de chaleur et les deux dernières étaient encore sous pression. Comment le « plastic » allait-il se comporter sur ces objectifs différents quant à la température ?

Nouvelles

On commença par dynamiter les premières locomotives et on alluma les mèches à retardement de vingt minutes. Ensuite, D ... ordonna aux hommes de quitter la remise. Seul A ... demeura avec lui et les deux P.A. se partagèrent le reste de la besogne. A ... fut chargé de dynamiter les deux machines à moitié refroidies et de quitter la place le plus rapidement possible.

D ... se réserva les deux locomotives sous pression. Une certaine appréhension l'étreignait... si la charge détonait brusquement, au premier contact du métal chaud ? Le commandant ouvrit la lourde porte sur l'avant d'une superbe « T.II », glissa dans le tube la pâte infernale, alluma rapidement la mèche, referma la porte et courut répéter les mêmes gestes sur la dernière machine. La matière détonnante s'amollissait de façon inquiétante. Elle fondait littéralement au contact de l'engin encore fusant de vapeur.

Au moment où D ... refermait la porte sur la dernière charge, un souffle puissant le renversa. La locomotive qu'il venait de dynamiter l'instant d'auparavant sautait dans un fracas de tonnerre. Et la mèche était calculée pour un retard de vingt minutes. Heureusement indemne, le chef se releva, bondit vers A ... qui accourait à son secours.

Une deuxième explosion les fit chanceler tous les deux. La deuxième machine, déchiquetée, dégorgeait un flot de vapeur et de fumée. Une odeur de poudre, de gaz, et d'huile surchauffée étouffait les deux audacieux. Dare-dare, ils rejoignirent leurs compagnons anxieux devant ces explosions prématurées.

Nom d'un chien ! Brusquement, les deux locomotives minées par A ... sautèrent coup sur coup en l'espace de 10 secondes. Il s'agissait de filer au plus vite car les déflagrations allaient attirer des curieux.

Nos hommes se trouvaient déjà loin quand vingt minutes plus tard, quatre des cinq dernières machines explosèrent à leur tour, à l'heure prévue, celles-là mais la cinquième échappa à la destruction.

Heureux de la mission bien remplie, les partisans pensaient-ils encore au danger qu'ils venaient d'affronter ? Cela pouvait vraiment s'appeler jouer avec le feu !

Le pont du Ventaire

Les sabotages effectués sur une grande échelle et paralysant la plupart des voies ferrées avaient contraint

l'ennemi à intensifier le trafic sur la ligne Charleroi-Mons passant par Monceau-sur-Sambre et Fontaine-l'Évêque. Aussi, le commandant régional de Charleroi, ne fut-il pas étonné de recevoir de l'Etat-Major National l'ordre de faire sauter le pont du Ventaire situé entre Fontaine-l'Évêque et Goutroux.

Le commandant D ..., chef de bataillon, fut chargé de la mission. Il alerta le 2^{ème} bataillon du Corps 024 et, par une nuit d'été, les partisans se concertèrent aux environs de l'objectif. Le commandant désigna une partie de ses hommes pour la garde des rues adjacentes puis, choisissant les meilleurs éléments de son groupe, il les emmena sous le pont.



Pont du Ventaire

Les saboteurs tombèrent la veste et se mirent aussitôt à l'ouvrage. Après deux heures d'efforts, ils jugèrent que l'ouverture creusée dans la maçonnerie avait atteint la profondeur suffisante. Les charges furent alors soigneusement mises en place.

D ... ordonna la retraite de ses hommes puis, se dissimulant derrière un poteau à 70 mètres de l'objectif, il établit le contact électrique. L'explosion éparpilla un énorme nuage de fumée, de poussière, de ciment et de briques pulvérisées. Le partisan s'en échappa et s'enfonça dans la nuit à travers champs. Il rayonnait de joie.

Malheureusement, le lendemain matin, une grande déception l'attendait. L'explosion, formidable en elle-même, n'avait fait qu'ébranler le pont. La rage au cœur, D ... surveilla la marche des travaux de réfection dirigés par les boches. Huit jours plus tard, le pont était remis en service. Mais les P.A. ne s'avouèrent pas battus. Audacieusement, ils renouvelèrent l'attentat. Tout se déroula dans les mêmes conditions, pas une patrouille ne vint déranger les saboteurs. Comme au cours de la première expédition, la mise à feu électrique fut employée et le lendemain matin ... le pont était toujours en place.

Nouvelles

A distance, il paraissait intact. Seules quelques fissures et deux ou trois centaines de briques arrachées témoignaient un ébranlement dangereux certes mais non irréparable. Dix jours encore et la circulation serait rétablie. C'en était trop ! Les P.A. décidèrent une troisième expédition. Ils finiraient bien par avoir le dernier mot. Mais cette fois, les choses se compliquèrent. Emus par les deux attentats répétés, les Allemands avaient ordonné la réquisition de civils belges et leur affectation à la garde du pont.

En conséquence, une vingtaine d'hommes s'étaient installés dans les dépendances de la gare de Fontaine-l'Évêque. A tour de rôle et par équipes, ils veillaient sur le pont.

Cette mesure ne découragea pas nos partisans. Tombant à l'improviste sur les factionnaires, ils n'eurent aucune peine à les convaincre de l'inutilité de toute tentative de résistance. ET, les paisibles citoyens qui, l'instant auparavant bavardaient sur la pluie ou sur le beau temps, se laissèrent docilement enfermer dans la salle d'attente où leurs amis se trouvaient déjà sous bonne garde. Tous avaient été surpris : qui occupé à lire, qui à dormir, qui à fumer béatement sa pipe ou à jouer aux cartes.

Rageusement, les partisans s'attaquèrent pour la troisième fois au pont récalcitrant. IL fallait en finir coûte que coûte. La maçonnerie fut creusée d'un côté seulement et juste en-dessous du tablier métallique. On entassa sans compter les charges d'explosifs et, quand tous les préparatifs furent terminés, nos hommes ne purent cacher leur impatience, leur anxiété dans l'attente du résultat. Ils s'écartaient déjà de l'objectif quand un grondement, comme un halètement lointain les figea de surprise ... Un train !

Le commandant prit rapidement une décision. Il envoya d'urgence quelques hommes à la rencontre du convoi avec pour mission de tirer des coups de feu en l'air à son passage. Si le train était piloté par des compatriotes, ceux-ci ne manqueraient pas de stopper.

Le commandant D ... prit position derrière un poteau. La main crispée sur l'appareil de mise à feu, il attendit l'incertain. Le roulement se rapprochait sensiblement. Il ne s'agissait pas d'un train mais d'une locomotive haut le pied. Des coups de feu crépitèrent, tirés par les saboteurs. Au lieu de ralentir, la machine accéléra sa course dans un crachement de vapeur. Les cheminots allemands qui la montaient ne prisèrent pas une rencontre avec les patriotes.

Mais D ... était là, tout yeux, tout oreilles. Au moment propice, il déclencha la catastrophe. Le souffle de l'explosion renversa le partisan et tout s'écroula dans un déchirement de ferrailles. La locomotive fit un bond en avant mais le tender, rompant ses attaches, suivit le pont dans sa chute. Les deux masses se coincèrent entre les parois maçonnées.

Huit jours ne suffiraient plus à rétablir le trafic. De plus, la route et une ligne de tramways furent aussi coupées par l'écroulement du pont. Si ce dernier résultat ne causa pas trop d'ennuis aux Allemands, il ne leur procura pas non plus grande satisfaction ...

Trouvé sur internet:

Les principaux chefs de ces mouvements étaient: Dewilde Sylvain et Huart Marc pour le Front de l'Indépendance; Derwiduée Arille pour le Mouvement National belge ; Lecocq Robert pour le Groupe G; Parée Joseph pour le Service Secret Socrate.

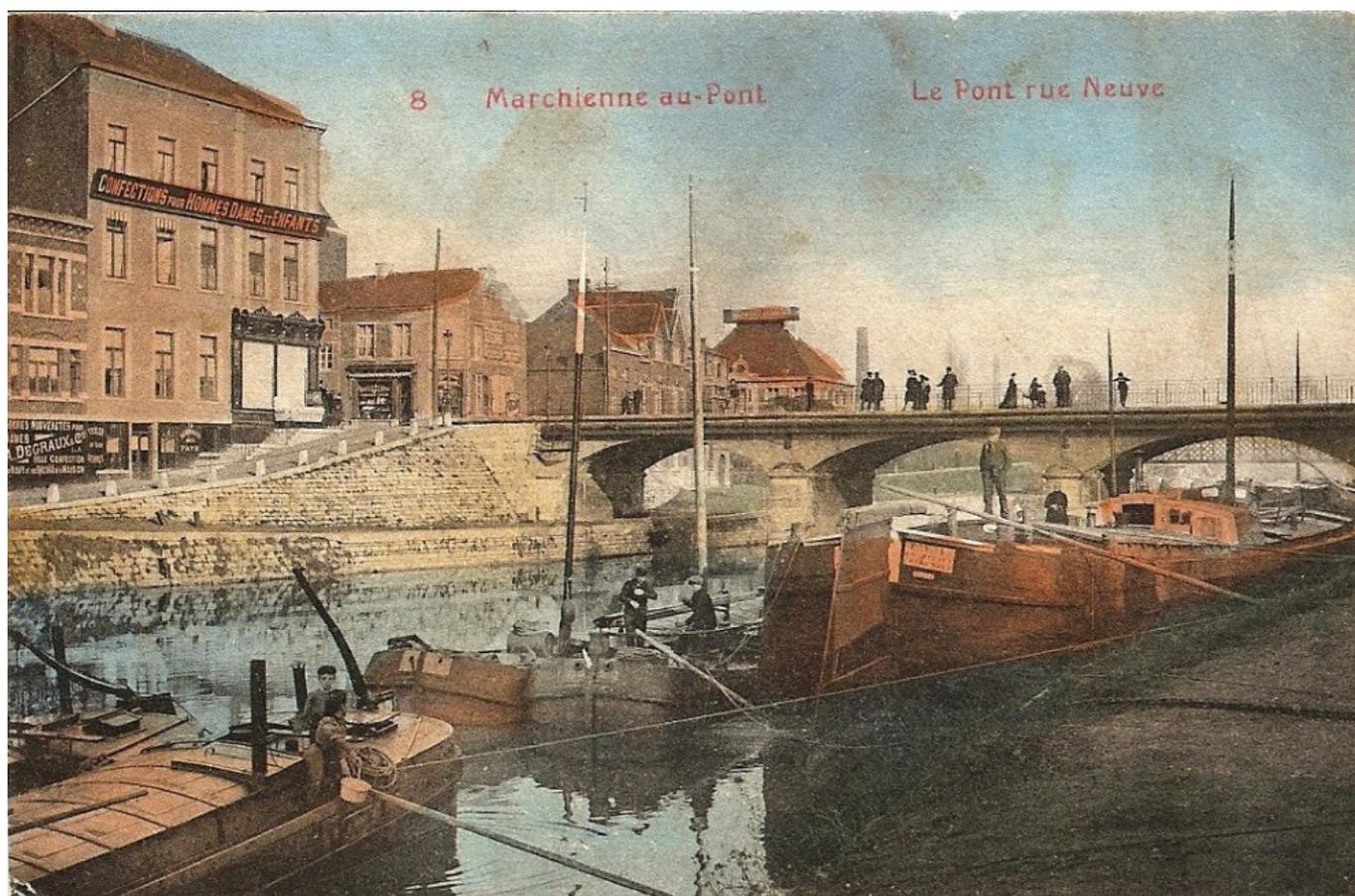
<http://users.altairnet.net/image/histoire/ann12.html>

Rupture de câble

Tout le long du tablier du pont reconstruit provisoirement sur le canal à Marchienne-au-Pont court un énorme câble téléphonique reliant Paris et Charleroi en passant par Valenciennes. Comme on s'en doute, les Allemands y attachaient une grande importance. C'est à l'entrée du pont, qu'à deux reprises, le câble avait été coupé par les patriotes puis réparé par les boches.

Comme il en avait l'habitude en pareilles circonstances, l'ennemi avait ordonné qu'une dizaine de civils fussent placés en permanence sur le pont afin d'empêcher toute nouvelle tentative de sabotage. Mais qui se serait méfié de quatre hommes qui, un beau soir, deux à deux, mains dans les poches, franchissaient le pont en bavardant paisiblement ? Cependant, à peine ces hommes eussent-ils atteint le pavé du côté de Charleroi que quatre autres promeneurs venant de Marchienne se présentèrent à l'entrée du pont.

C'est alors que les premiers firent demi-tour mais avec les mains derrière le dos, cette fois. Intrigués, les gardes refluèrent vers le milieu du pont. Pas à pas, posément, les huit hommes les resserraient dans leur étau, lentement, inexorablement. Qu'est ce que cela



voulait dire ? Un ordre jaillit : « Entrez là et ne bougez pas ! »

Là, c'était une cabine aux planches disjointes. Sidérés, les veilleurs s'y entassèrent dans l'obscurité. Les partisans refermèrent la porte puis, tranquillement, selon un plan longuement préparé, ils s'égaillèrent pour prendre la place des gardiens inoffensifs.

Cependant, D ..., le chef et R ..., son lieutenant se couchèrent sur le bord extrême du pont. La tête collée contre le madrier rugueux, s'accrochant des pieds aux moindres aspérités, les deux compagnons atteignirent le câble et se mirent en devoir de le ceinturer de dynamite.

A un moment donné, une patrouille allemande s'engagea sur le pont. Un léger sifflement avertit les deux saboteurs. Sans s'émouvoir, ils suspendirent leur travail et attendirent, couchés, confiants en la vigilance de leurs camarades.

Les quatre soldats s'avançaient lourdement entre deux haies de partisans qui se dodelinaient innocemment, les mains derrière le dos, en corvéables résignés. Les boches se doutèrent-ils jamais du danger qu'ils frôlèrent ce jour-là ? Au moindre geste suspect, les revolvers des P.A. auraient dit leur mot. La patrouille s'éloigna. D ... et

R ... continuèrent patiemment leur travail.

L'explosion se produisit deux minutes seulement après le départ des P.A. Deux charges placées à distance arrachèrent un tronçon de câble d'un mètre cinquante de longueur.

Qu'en pensèrent les pauvres gardes enfermés dans la cabine ? Et les boches ?

« Allo, Paris !

Coupé, ce jour-là ! »

A la suite de ce sabotage, le câble fut gardé par des sentinelles allemandes armées jusqu'aux dents. Des fils barbelés encadrèrent partiellement les lieux et la circulation fut interdite sur la partie du pont voisine du câble.

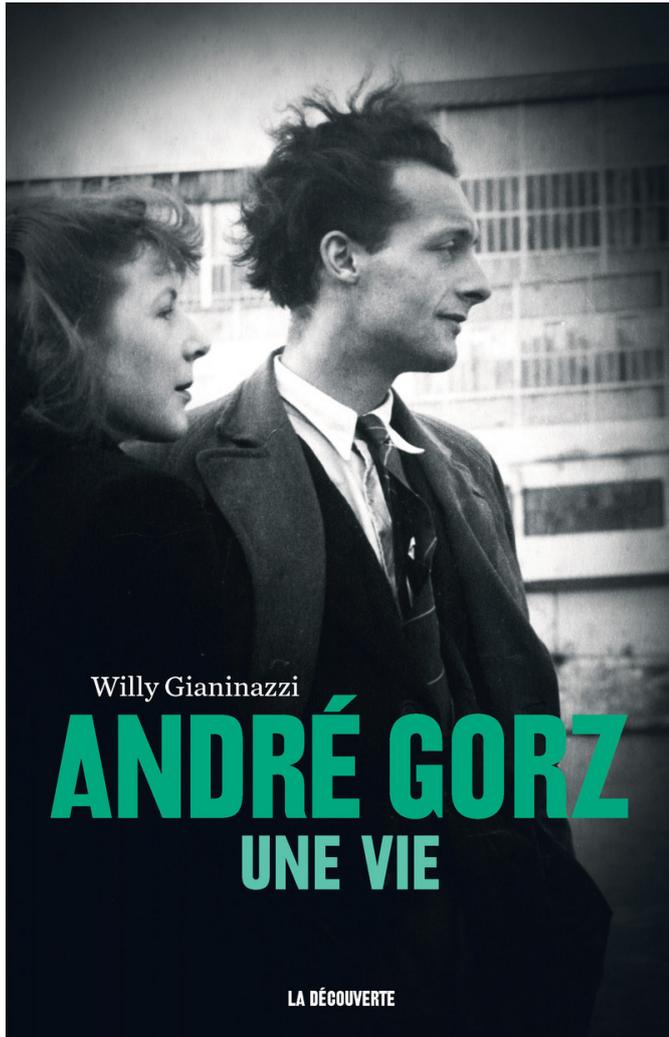
Une façon comme une autre de reconnaître la valeur des P. A.

Prochain épisode : « La garde wallonne fournit des armes ».

SOCIÉTÉ

Leur écologie et la nôtre

Visionnaire, le philosophe André Gorz avait prévu, dans ce texte paru en 1974, la récupération de l'écologie par l'industrie, les groupes financiers — en un mot, le capitalisme.
PAR **ANDRÉ GORZ**



EVOQUER l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change.

La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle

a déjà assez de partisans capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse. Alors mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape. Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres.

C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ?

Ne répondez surtout pas que cette question est secondaire et que l'important, c'est de ne pas saloper la planète au point qu'elle devienne inhabitable. Car la survie non plus n'est pas une fin en soi : vaut-il la peine de survivre [comme se le demande Ivan Illich], dans « un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition » ? (...)

Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, pour quoi on lutte et pas seulement contre quoi. Et il vaut mieux essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques, que de croire que celles-ci provoqueront sa disparition, sans plus.

Mais d'abord, qu'est-ce, en termes économiques, qu'une contrainte écologique ? Prenez par exemple les gigantesques complexes chimiques de la vallée du Rhin, à Ludwigshafen (BASF), à Leverkusen (Bayer) ou Rotterdam (Akzo). Chaque complexe combine les facteurs suivants :

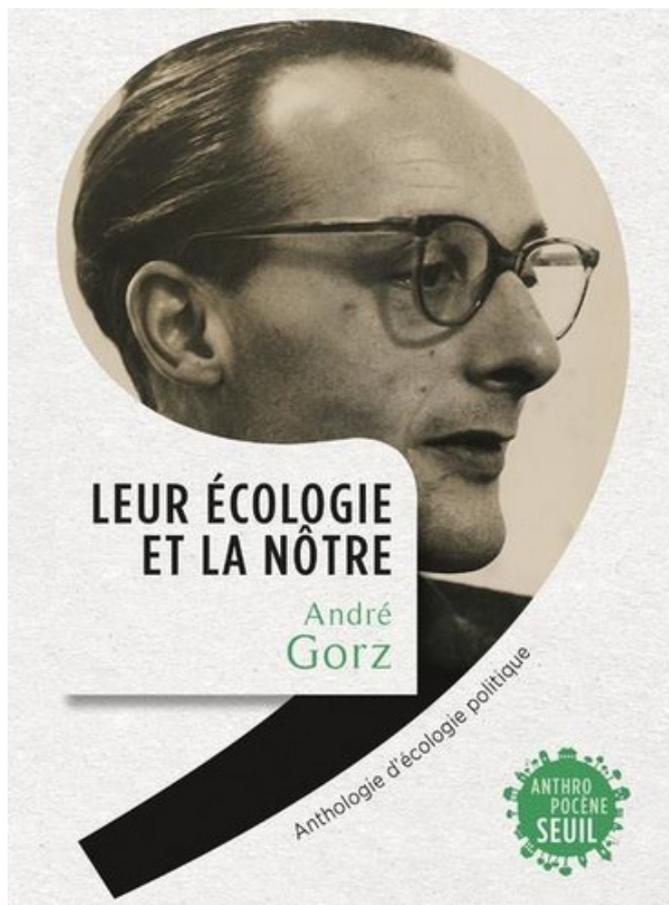
— des ressources naturelles (air, eau, minéraux) qui passaient jusqu'ici pour gratuites parce qu'elles n'avaient pas à être reproduites (remplacées) ;

— des moyens de production (machines, bâtiments), qui sont du capital immobilisé, qui s'usent et dont il faut donc assurer le remplacement (la reproduction), de préférence par des moyens plus puissants et plus efficaces, donnant à la firme un avantage sur ses concurrents ;

Nouvelles

— de la force de travail humaine qui, elle aussi, demande à être reproduite (il faut nourrir, soigner, loger, éduquer les travailleurs).

En économie capitaliste, la combinaison de ces facteurs, au sein du processus de production, a pour but dominant le maximum de profit possible (ce qui, pour une firme soucieuse de son avenir, signifie aussi : le maximum de puissance, donc d'investissements, de présence sur le marché mondial). La recherche de ce but retentit profondément sur la façon dont les différents facteurs sont combinés et sur l'importance relative qui est donnée à chacun d'eux.



La firme, par exemple, ne se demande jamais comment faire pour que le travail soit le plus plaisant, pour que l'usine ménage au mieux les équilibres naturels et l'espace de vie des gens, pour que ses produits servent les fins que se donnent les communautés humaines. (...)

Mais voici que, dans la vallée du Rhin notamment, l'entassement humain, la pollution de l'air et de l'eau ont atteint un degré tel que l'industrie chimique, pour continuer de croître ou même seulement de fonctionner, se voit obligée de filtrer ses fumées et ses effluents, c'est-à-dire de reproduire des conditions et des ressources qui, jusqu'ici, passaient pour « naturelles » et gratuites. Cette nécessité de reproduire l'environnement va avoir des incidences

évidentes : il faut investir dans la dépollution, donc accroître la masse des capitaux immobilisés ; il faut ensuite assurer l'amortissement (la reproduction) des installations d'épuration ; et le produit de celles-ci (la propreté relative de l'air et de l'eau) ne peut être vendu avec profit.

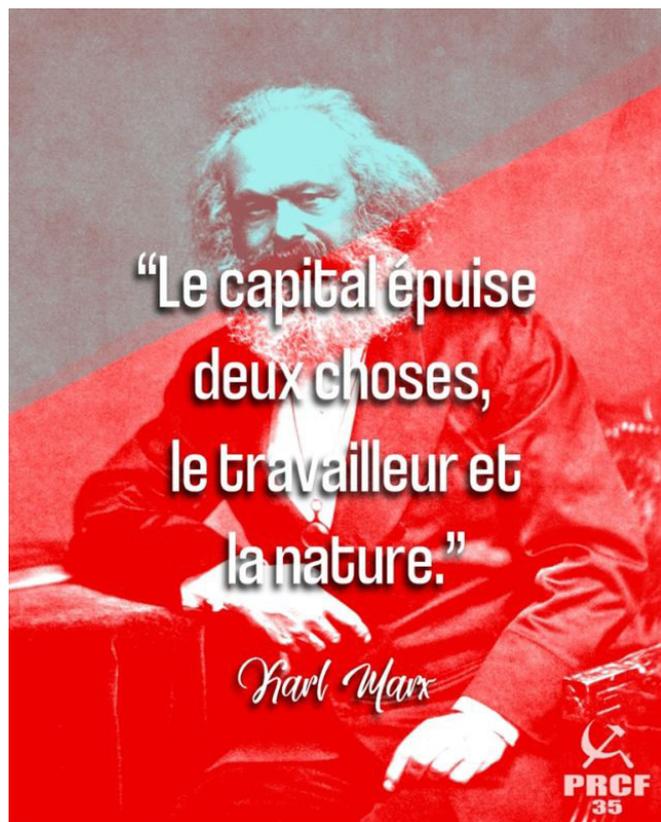
Il y a, en somme, augmentation simultanée du poids du capital investi (de la « composition organique »), du coût de reproduction de celui-ci et des coûts de production, sans augmentation correspondante des ventes. Par conséquent, de deux choses l'une : ou bien le taux de profit baisse, ou bien le prix des produits augmente. La firme cherchera évidemment à relever ses prix de vente. Mais elle ne s'en tirera pas aussi facilement : toutes les autres firmes polluantes (cimenteries, métallurgie, sidérurgie, etc.) chercheront, elles aussi, à faire payer leurs produits plus cher par le consommateur final. La prise en compte des exigences écologiques aura finalement cette conséquence : les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels, le pouvoir d'achat populaire sera donc comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises.

La production de celles-ci tendra donc à stagner ou à baisser ; les tendances à la récession ou à la crise s'en trouveront aggravées. Et ce recul de la croissance et de la production qui, dans un autre système, aurait pu être un bien (moins de voitures, moins de bruit, plus d'air, des journées de travail plus courtes, etc.), aura des effets entièrement négatifs : les productions polluantes deviendront des biens de luxe, inaccessibles à la masse, sans cesser d'être à la portée des privilégiés ; les inégalités se creuseront ; les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches.

La prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de « vie programmée » et le champ d'activité des appareils de répression. (...)

Direz-vous que rien de tout cela n'est inévitable ? Sans doute. Mais c'est bien ainsi que les choses risquent de se passer si le capitalisme est contraint de prendre en compte les coûts écologiques sans qu'une attaque politique, lancée à tous les niveaux,

lui arrache la maîtrise des opérations et lui oppose un tout autre projet de société et de civilisation. Car les partisans de la croissance ont raison sur un point au moins : dans le cadre de l'actuelle société et de l'actuel modèle de consommation, fondés sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, la non-croissance ou la croissance négative peuvent seulement signifier stagnation, chômage, accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres. Dans le cadre de l'actuel mode de production, il n'est pas possible de limiter ou de bloquer la croissance tout en répartissant plus équitablement les biens disponibles.



Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse — pourtant entièrement illusoire — qu'ils cesseront un jour d'être « sous-privilegiés », et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser « au-dessus » des autres. La devise de cette société pourrait être : Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as « mieux » que les autres.

Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être

plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.

ANDRÉ GORZ

André Gorz est décédé en septembre 2007. Ce texte, paru en avril 1974 dans le mensuel écologiste Le Sauvage, a été publié en 1975 aux éditions Galilée, sous le nom de Michel Bosquet, en introduction du recueil Ecologie et politique.

Les pandémies vont devenir plus fréquentes et meurtrières, expliquent les experts biodiversité de l'ONU

Si l'on ne change pas notre rapport à la nature, les pandémies vont se multiplier. C'est l'alerte lancée par les experts des Nations Unies dans un nouveau rapport sur le lien entre effondrement de la biodiversité et émergence des pandémies.

«Si l'on ne fait rien, la pandémie de Covid 19 sera la première d'une série qui peut être longue» prévient Benjamin Roche, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'un des experts de l'ONU sur la biodiversité (IPBES) à avoir passé en revue des centaines d'études sur les liens entre l'humain et la nature dans un rapport. «Sans stratégie préventive, les pandémies vont émerger plus souvent, se propager plus rapidement, tuer plus de gens et affecter l'économie mondiale avec des impacts dévastateurs sans précédent.» C'est l'une des conclusions glaçantes du rapport qui fait le lien entre l'effondrement actuel de la biodiversité et l'émergence des pandémies.

Le Sras-Cov 2 est d'origine animale comme 70 % des virus d'aujourd'hui (Ébola, Zika) et comme presque toutes les pandémies, celle du Covid 19 est une zoonose, c'est-à-dire qu'elle vient de pathogènes animaux. Les espèces animales sont d'immenses réservoirs à virus qui risquent de se propager à l'humain.

Le rapport pointe du doigt le lien entre pandémies et activités humaines

Chauves-souris, rongeurs, oiseaux, bétail, d'après des



estimations publiées dans la revue Science en 2018 et reprises dans le rapport, il existerait aujourd'hui 1,7 million de virus inconnus chez les mammifères et les oiseaux, dont entre 540.000 et 850.000 «auraient la capacité d'infecter les humains». Or ce risque de contamination augmente, conséquence des contacts de plus en plus serrés entre les animaux sauvages, les animaux d'élevage et la population humaine.

Plus on déforeste plus on développe le commerce de la faune sauvage - il a été multiplié par cinq en l'espace de 15 à 20 ans - et plus on s'expose aux agents pathogènes des animaux, explique Benjamin Roche, biologiste : «_Ces activités humaines perturbent le lien entre les microbes qui circulent dans l'environnement et leurs hôtes animaux : certains microbes vont être de plus en plus transmis. Dans le même temps, les populations humaines sont de plus en plus en contact avec certaines espèces animales qui portent ces microbes. Elles sont donc plus exposées».

La santé humaine et la santé animale sont interdépendantes

D'après le rapport de l'IPBES, il faut agir en amont

pour prévenir les prochaines pandémies. Par exemple identifier et étudier les zones géographiques les plus à risques, mieux contrôler le commerce de la faune sauvage, ou encore lutter contre la déforestation. Il faut également développer au sein des institutions le principe de «One Health». Ce concept de «Une seule santé» selon lequel la santé humaine et la santé animale sont interdépendantes et liées à la santé des écosystèmes dans lesquels elles coexistent.

On ne peut plus aborder les pandémies sous le seul angle des traitements médicaux et des vaccins, explique Anne Larigauderie, secrétaire exécutive de l'IPBES, il faut une approche pluridisciplinaire : «La question sur l'origine environnementale des maladies est une question qui est relativement nouvelle pour les décideurs. Jusqu'à présent le domaine de la santé a vraiment été l'apanage de la communauté médicale et maintenant il faut arriver à créer des passerelles avec les épidémiologistes, les écologues et les vétérinaires mais aussi avec ceux qui s'occupent de la conservation de l'environnement pour que toutes ces composantes soient prises en compte afin de mieux comprendre comment soigner les maladies mais aussi comment les prévenir.»

Prévenir, insiste le rapport, serait 100 fois moins coûteux que guérir une pandémie. Celle du Covid

19 a déjà coûté 8.000 à 16.000 milliards de dollars jusqu'à juillet 2020.

Par Sandy Dauphin , extrait de France inter

Les idéologies rétrogrades doivent être combattues sur le terrain politique.

Entretien avec Anicet Le Pors

Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction publique (de 1981 à 1984) et ex-membre de la direction du PCF, est interviewé pour le journal Liberté Hebdo sur les questions que soulève l'assassinat horrible d'un enseignant par un fanatique religieux dans le contexte d'une France fondamentalement laïque. Il vient notamment de publier un livre, « La Trace » (La Dispute), où il consacre un chapitre à la laïcité. L'assassinat de Samuel Paty est-il un échec de la laïcité ?

A. Le Pors : Quelques jours après l'assassinat de Samuel Paty, tout le monde est encore dans



l'émotion. Ce n'est pas propice à une réflexion rationnelle approfondie de la laïcité. Cela dit il faudra entreprendre rapidement une analyse critique de la situation et de la façon dont les autorités publiques, les juridictions et les forces de la cause laïque ont mis en œuvre ce principe pierre angulaire de notre République.

Dans votre livre, vous écrivez que le mouvement de sécularisation dans l'organisation des sociétés en longue période apparaît fondamental.

A. Le Pors : En effet, sur le très long terme, nous sommes en France (mais aussi dans le monde) dans un processus de sécularisation du pouvoir politique. Dès la fin du Moyen-Age, le roi est de moins en moins roi « par la grâce de Dieu », mais en raison de son autorité propre. Puis l'appareil d'État s'autonomise en se séparant de la personne du roi. La Révolution française instaure la constitution civile du clergé et confisque ses biens. Enfin, le XIXème siècle aboutit aux grandes lois des années 1880 puis à la loi sur la séparation de l'Église et de l'État de 1905. Avec des inégalités, le mouvement s'est poursuivi jusqu'à nos jours et notre constitution dispose que la France est une République « indivisible, laïque, démocratique et sociale ». La violence de l'intégrisme religieux d'aujourd'hui peut ainsi être analysée comme une résistance radicale à cette tendance lourde.

Or, nous sommes aujourd'hui confrontés à l'intégrisme religieux et à la montée en puissance de l'islamisme. N'est-ce pas paradoxal ?

A. Le Pors : La question centrale est la suivante : qui fonde les règles de la cohésion sociale ? Dans notre République ce n'est ni la fatalité, ni une quelconque « loi naturelle », ni une transcendance d'aucune sorte. Ce sont les citoyens et les citoyennes de la nation souveraine et c'est le principe de laïcité qui le leur permet dans le respect de la liberté d'opinion de chacune et de chacun et la neutralité de l'État. La question a donné lieu à une vive confrontation avec l'Église catholique dans le passé et il subsiste des contentieux. C'est aujourd'hui face à l'islamisme, notamment sous sa forme intégriste, que le principe de laïcité doit s'imposer par l'éducation et le débat, en sollicitant l'esprit critique et la tolérance.

Si je vous entends, il y a lieu d'être optimiste ?

A. Le Pors : Sur le long terme je le suis, car je pense que la raison finira par l'emporter sur l'ignorance et la brutalité. Pour cela il faut repartir des fondamentaux. Ainsi de l'article 10 de la Déclaration des droits de 1789 : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ». Mais aussi, à égalité, les deux premiers articles de la loi du 9 décembre 1905 :

Art. 1er « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes (...) »,



ANICET LE PORS ANCIEN MINISTRE PCF DE LA FONCTION PUBLIQUE (1981-1984)

et Art.2 : « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte (...) ».

A. Le Pors : Les textes que j'ai cités sont plus clairs. Cette proposition est donc inutile.

Dans la pratique, en France, ce deuxième principe de neutralité de l'État est régulièrement sous-estimé voire délibérément ignoré. Il ne figure pas dans les traités de l'Union européenne, ni dans les textes internationaux qui ne retiennent que la liberté de conscience. La plupart des difficultés d'application du principe de laïcité résultent de la méconnaissance ou du non-respect de ces dispositions.

on parle beaucoup laïcité pour expliquer que le religieux doit demeurer dans la sphère privée. Mais il semble que la notion de laïcité ne soit pas claire pour tous. A droite par exemple, le groupe LR et centristes au Sénat veut faire inscrire dans la constitution que « Nul individu ou nul groupe ne peut se prévaloir de son origine ou de sa religion pour s'exonérer du respect de la règle commune ».

Pourtant, nous traversons une période particulièrement trouble.

A. Le Pors : Au cours des dernières décennies, le principe de laïcité a été grandement malmené et je vois là une cause essentielle de nos difficultés présentes. D'abord au sommet de l'État lorsqu'en 2007, Nicolas Sarkozy déclare à Latran que « L'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche, car il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance ». Puis la présence du Premier ministre Manuel Valls qui, à Rome, reprend le même thème aux cérémonies de béatification de Jean Paul II et de Jean XXIII, puis François Hollande qui limite expressément la laïcité à la liberté de conscience « donc de religion ». Enfin, Emmanuel Macron dans un discours au collège des Bernardins déclare en 2018 vouloir réparer le « lien abîmé » entre l'État et l'Église. Ensuite, on a observé de fortes tergiversations des juridictions aussi bien judiciaires (affaire Baby-Loup) qu'administrative,

rendant des décisions et des avis parfois contradictoires ou faisant preuve d'atermoiements. Enfin, le camp laïque a exposé une grande confusion, une irrésolution et parfois des complaisances.

Si les choses ne sont pas claires à un tel niveau, elles ne peuvent l'être dans l'opinion publique, dites-vous dans votre livre.

A. Le Pors : Comment pourrait-il en être autrement si les principaux responsables sont défaillants ? Il faut reprendre le combat pour la laïcité. On ne saurait se résigner à considérer comme définitives les dérogations et les dénaturations qui lui ont été portées. Ainsi, pour ma part, je pense qu'il faudrait mettre fin au concordat concernant l'Alsace-Moselle même s'il faut réaliser cette suppression sur deux ou trois décennies, appliquer une neutralité stricte dans les services publics, supprimer la confusion fréquente entre le culturel et le cultuel, réaliser le grand service public unifié de l'éducation nationale et réorienter les financements en sa faveur, etc. Mais on ne saurait réussir sans progresser dans tous les aspects de la citoyenneté (principes, exercice, dynamique) dont je considère qu'elle est le véritable paradigme de la recomposition politique après l'affaissement des idéologies messianiques, et afin de conjurer les idéologies de substitution qui prolifèrent.

Que pensez-vous de l'arsenal législatif en faveur de la laïcité et contre le communautarisme ?

Il résulte de ce qui précède que je considère que ce n'est pas la bonne voie. On doit combattre une idéologie obscurantiste par une idéologie émancipatrice traduite dans une politique lucide et courageuse.

Propos recueillis par Philippe Allienne

Interview publié par Liberté Hebdo

LIBRES PROPOS

Le français d'abord

Au sein du pacte d'excellence, la Fédération Wallonie Bruxelles a fait passer un décret visant, pour tout le monde, la maîtrise de l'apprentissage. A l'école ce sera le français d'abord titre fièrement la presse.



Ce décret ne concerne-t-il que les élèves de l'école primaire ? Notre ex-premier ministre, Charles Michel, ferait bien de s'inspirer de ce décret pour nous parler en français, lui qui n'a pas hésité à truffer ses déclarations de mots anglais comme « tax swift » comme autrefois à la Chambre, après les attentats de Bruxelles un vibrant retour aux affaires avec «And now, back to business».

La presse écrite n'est pas en reste et ne prend même plus la peine de traduire les discours ministériels en français... Parfois, il convient de se munir d'un solide dictionnaire anglo-français pour appréhender certains articles. Pas sûr non plus que certains anglophones s'y retrouvent car certaines expressions sont inappropriées...

Il y a quelques temps, mon épouse et moi assistions à la projection d'un documentaire organisé par le journal Le Soir à Bruxelles. La projection était suivie d'un débat animé par Béatrice Delvaux (rédactrice en chef du Soir). Au début, le débat se déroulait en français puis on céda la parole à un ambassadeur africain qui s'exprima en anglais. Béatrice Delvaux ne se donna même pas la peine de traduire et puis le reste du débat se déroula dans la langue de Shakespeare laissant le public francophone en rade.

Alors, le français d'abord ?

Freddy Guidé

Banques et services non rendus...

C'est dimanche et vous avez besoin d'un extrait de compte bancaire pour justifier votre facture honorée auprès de votre créancier. Vous vous rendez dans



**BNP PARIBAS
FORTIS**

votre agence financière pour introduire votre carte de crédit dans l'appareil destiné à délivrer vos extraits de compte. Au-dessus de la machine est apposé une affiche : « Pour obtenir vos extraits de compte vous pouvez les imprimer via notre site internet ».

Mais voilà vous êtes un vieux croulant, ne possédez ni ordinateur ni imprimante et vous vivez seul. Pas de chance vous n'avez pas de petits-enfants pour venir à votre secours. Bref, vous faites partie de ces nombreux cas d'incultes informatiques, les laissés pour compte du système bancaire, les handicapés de l'informatique juste bons à régler les frais.

Des frais pour des services qui ne sont plus rendus, pire, des services que vous devez effectuer vous-même... Ils sont nombreux les handicapés de l'informatique à qui les banques pompent du fric tous les mois. Tant pis pour eux : « z'ont qu'à se mettre à la page ! »

Ma mère est âgée de 95 ans et encore heureux, mon frère se charge de ses factures, sinon, elle est juste bonne à laisser fructifier son blé au profit de Fortis banque, la banque pour un monde qui change ! » Tu parles...

Pourtant en 2008 lors de la quasi faillite des banques, lors des foireux placements des subprimes, le contribuable lambda que nous sommes ont été obligés de voler à leur secours. La mémoire est courte et les services fonctionnent dans un seul sens...

Freddy Guidé.

INTERNATIONAL

Le régime social-paternaliste d'Alexandre Lukachenko

Jean-Marie Chauvier est sans conteste un des meilleurs connaisseurs de l'histoire et des évolutions politiques en Russie et dans les anciennes républiques de l'Est. Il nous livre ici son analyse de la situation politique en

Belarus, nettement plus nuancée que ce qu'on peut lire dans les médias de masse occidentaux. Le texte est long mais mérite que l'on s'y attarde si l'on veut comprendre mieux la complexité des événements qui se déroulent pour l'instant.

La « dernière dictature d'Europe » – un cliché de propagande occidentale inlassablement répété depuis un quart de siècle- le Belarus, a été dotée, sous le règne d'Alexandre Lukachenko, de 1994 à 2020, d'un système hybride d'économie mixte, donnant l'impression d'une république soviétique avec économie de marché. Il a rompu avec la stratégie néolibérale « de choc » qui a eu les effets désastreux que l'on sait, en Russie et en Ukraine. Il a conservé une partie des acquis sociaux de l'ère soviétique. Son parcours fut exceptionnel. Le Belarus est sorti du marasme économique des années 1990 et a connu un développement économique remarquable, avec le soutien, il est vrai de la Russie qui lui a livré l'énergie (le pétrole) à bas prix. On n'y a pas vu les écarts extrêmes entre la richesse d'une minorité et la pauvreté ou la misère du grand nombre comme c'est le cas en Russie et en Ukraine. En même temps, ce régime n'a pu maîtriser la dynamique sociale qu'a engendré ce développement : une nouvelle bourgeoisie s'est formée au sein de l'économie marchande privée, en opposition au secteur d'état dominant, alors même qu'au sein de la nomenklatura d'état, une jeune génération est née qui a fait des études, soit dans les écoles supérieures du Belarus, soit en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Cette ouverture au monde extérieur, accentuée par Internet et les réseaux sociaux, ne pouvait que contredire l'idéologie et la pratique autarciques du régime. Lukachenko avait pourtant de quoi afficher, jusqu'il y a quelques années, ses réussites sociales. Ce temps-là est passé, et sa réélection du 9 août 2020 à la Présidence, au prix de la répression de toute concurrence politique, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de multiples mécontentements.



Impressions de Minsk

Ce que j'ai vu du Belarus, lors de deux brefs séjours (dix jours chacun) en 2013 et 2014, m'a particulièrement



Bureaucratie, paternalisme, nouvelle bourgeoisie

Dans ce système, autocratique et bureaucratique, l'état domine certes, cela rappelle l'URSS, mais ce n'est plus l'URSS, et ce n'est pas la « nouvelle Russie » non plus, il n'y a pas d'oligarques comme en Russie ou en Ukraine, beaucoup moins de corruption, mais bien un secteur marchand de PME et de commerce. Un petit supermarché dans chaque quartier mais pas de gigantesques « surfaces » comme nous en connaissons dans nos périphéries urbaines. Un vrai « secteur privé », oui, capitaliste, mais pas de « mégacapitalisme ». D'abord promu, ensuite déçu, la conjoncture étant devenue défavorable à son enrichissement. Entre 2014 et 2020, la situation économique et sociale s'est dégradée, notamment (mais pas seulement) pour ce secteur privé. C'est au sein de ce secteur que se développe une nouvelle bourgeoisie, qui entend bien accroître sa part du gâteau et, si possible, en finir avec les restes du « soviétisme », le « poids du secteur public ».

Une redistribution de la propriété et des richesses dans le sens libéral aurait des conséquences probablement dramatiques pour la masse des ouvriers et des agriculteurs qui ont formé la base sociale du régime, lequel les maintient cependant dans la passivité, à l'instar de l'ancien régime soviétique, autoritaire et paternaliste. Un régime qui ne songerait pas à organiser une société civile « de base », capable d'initiatives et de pensées libres. Bref, le socialisme d'état.

impressionné. Comparé aux voisins russe et ukrainien, c'est un pays organisé, ce sont des villes et des routes soignées, une capitale aérée, spacieuse et verdoyante, c'est une société manifestement moins inégalitaire que les voisines ou les nôtres. Sans doute n'ai-je pas vu les régions pauvres de ce pays, ni mesuré à sa juste valeur le degré d'autoritarisme et de militarisation. Nombreux sont les voyageurs qui, délestés de leurs préjugés, ont fait les mêmes constats favorables. Il y a quelques jours sur une chaîne TV ukrainienne, l'un des journalistes les plus fameux de ce pays, Дмитро Гордон, d'orientation libérale, loin d'admirer « les régimes » autoritaires, avouait être tombé sous le charme de Minsk, pour les mêmes raisons que moi et beaucoup d'autres. Le mérite n'en revient pas seulement à Loukachenko. A l'ère soviétique déjà, la capitale avait été remarquablement reconstruite, fût-ce dans le style « stalinempire », et la république de Biélorussie était l'une des mieux développée. Son peuple est réputé travailleur, talentueux, attaché à l'idée de la justice sociale, affichant une grande simplicité, c'est ce que « Le Monde », le quotidien des élites parisiennes, appelle « le petit peuple », auquel « le régime » a longtemps apporté mieux-être, protections sociales, stabilité. Toutes choses qui ne passionnent évidemment pas les jeunes « branchés », déçus de ne pas avoir assez de Mac Do, et la nouvelle bourgeoisie qui troquerait volontiers ses petits cottages pour de luxueuses villas « comme à Moscou », ou à Bruxelles ou Paris. Mais ces frustrations, et la subversion occidentale, ne suffisent à expliquer la déstabilisation du régime, qui apparaît soudain dépourvu de soutien populaire, alors qu'il n'en avait pas manqué au cours des vingt années précédentes. C'est pourquoi, du reste, il serait injuste de dénoncer « vingt-six ans » de dictature et de désastre économique, comme le font certains esprits simples, sans mettre en valeur le caractère social, et paternaliste, du régime, et le fait qu'il a pu convenir à la majorité des Belarusses pendant une longue période, qui semble s'être achevée depuis quelques années. Les traits autoritaires du président, son arrogance, son mépris souvent grossier à l'égard de ses contradicteurs n'ont pas trop dérangé tant qu'il amassait des succès. Ils se renforcent et sont davantage remarqués maintenant que les mécontentements à son égard s'aiguisent.

Dans ce genre de régime, lorsque le pouvoir passe aux mains d'une nouvelle classe possédante en grande partie issue de la caste dirigeante communiste, les gens du peuple se laissent déposséder sans réagir, quitte à exprimer leur « nostalgie » quelques années plus tard dans les sondages. On a vu cela en Russie : la majorité des Russes « regrettent » toujours l'URSS mais n'ont jamais rien fait pour conserver leurs acquis sociaux, si l'on excepte la révolte « parlementaire » écrasée lors de l'« octobre noir » 1993. Ou alors, ils ont protesté quand il était trop tard, dans un rapport de forces en leur défaveur, on l'a vu lors des protestations populaires de 2005 et de celles, plus récentes, qu'a suscité le projet de reculer l'âge de la retraite. Beaucoup se sont laissé même séduire par les promesses libérales, les « chèques de privatisations », pour constater ensuite, amèrement, qu'ils ont été floués. Les systèmes bureaucratiques paternalistes, de type soviétique ou du genre Lukachenko, induisent l'apolitisme et de ce fait, fraient la voie aux aventuriers, souvent au sein même de la nomenklatura. Les cadres qui soutiennent Lukachenko ne sont-ils en partie des « hommes d'affaires » qui attendent la bonne occasion de se débarrasser du protecteur qui

les a chouchoutés mais dont ils n'ont plus besoin ? Cette libéralisation ferait l'affaire des multinationales occidentales, qui verraient s'ouvrir un marché pour leurs investissements et leurs marchandises, et des oligarques russes intéressés à mettre la main sur les secteurs industriels performants du pays. Le Belarus s'est modernisé sous Loukachenko, dans un cadre autoritaire et social, il a formé une nouvelle génération de diplômés auxquels il n'offre pas d'ascenseur social, ce qui explique la fuite des cerveaux. Pas davantage qu'en Russie ou en Ukraine, voire dans tous les anciens « pays de l'Est » européen, relégués dans la « périphérie » du capitalisme.

Tout cela explique un peu pourquoi la jeunesse descend dans les rues et rêve d'occidentalisation. L'ancien chef de sovkhoze (ferme d'état soviétique) ne les représente pas ou plus, pas plus que nombre de leurs parents de la « classe moyenne ». Point de vue « de classe » aurait-on dit jadis. Loukachenko s'accroche... et, vu la crise mondiale et la pandémie, n'est pas en mesure d'offrir de riantes nouvelles perspectives. Il s'appuie sur la force armée, mais ne peut compter sur de puissants alliés extérieurs, au contraire, tant Poutine que l'OTAN et l'Union Européenne souhaitent s'en débarrasser. Avec le risque, sans doute, de voir s'installer un « vide » géopolitique, ce que ni Moscou, protectrice malgré elle du régime lukachenkiste, ni Washington et Bruxelles, sponsors des oppositions, ne peuvent accepter. D'ilot « de paix et de stabilité », le Belarus deviendrait zone de tension Est-Ouest, voire d'un nouveau conflit militaire. Ce serait le cas, à coup sûr, si l'engrenage protestation-répression devait être porté à son comble, à la fois par l'obstination du

pouvoir et la « radicalisation » de l'aile extrémiste du mouvement, dûment excitée de l'extérieur.

La Russie maître du jeu, l'héritage soviétique

Dans cette épreuve, et contrairement à celle de l'Ukraine en 2013-14 lors du soulèvement de « Maïdan », le Kremlin reste maître du jeu. Le Belarus lui est dépendant et géographiquement très proche, plus intégré que la diversité ukrainienne au « monde russe » au sens linguistique et culturel. D'ailleurs, les références au « Maïdan » sont rares au Belarus, où l'on a eu le temps de voir et de méditer les effets du chaos ukrainien. Contrairement à l'Ukraine occidentale, du reste, il n'y a pas au Belarus – pas pour l'instant – de mouvement porté à l'hostilité voire à la haine de la Russie, bien au contraire. Entre le Maïdan et l'actuelle rébellion belge, il y a plusieurs différences : le Maïdan de 2013-14 a opposé des forces libérales occidentales et nationalistes de l'Ouest ukrainophones à l'Ukraine russophone de l'Est et du Sud et à la Crimée à 60% peuplée de Russes. Cette autre partie de l'Ukraine était représentée par un président régulièrement élu, et les partis des régions et communiste très majoritaires à l'Est. Les représentants officiels des Etats-Unis et de l'Union Européenne étaient partie prenante du coup d'état qui, avec le concours décisif de commandos néonazis, a pu renverser le régime. Rien de tout cela, ni la division du pays, idéologique et linguistique, ni l'intervention directe des puissances occidentales n'ont lieu au Belarus. Par ailleurs, ce pays fait partie de l'« état uni » avec la Fédération de Russie, en alliance



militaire, même si Lukachenko a plusieurs fois assuré qu'à la différence des Ukrainiens il ne céderait « pas un pouce de la terre biélorusse ».

Les traditions soviétiques y sont plus profondément enracinées, scellées par la lutte de la « république des partisans » contre l'occupant nazi. Le Belarus avait certes lui aussi comporté un mouvement nationaliste antisoviétique et un pouvoir local « collabo », dont les héritiers sont présents, quoique nullement majoritaires, au sein de l'actuelle opposition, mais il ne s'agissait pas de la défection de provinces entières, comme ce fut le cas de la Galicie orientale en Ukraine, sans parler des pays baltes voisins. Les troupes auxiliaires des nazis, baltes et ukrainiennes, avaient d'ailleurs pris une part active au massacre des paysans biélorusses par incendies de leurs villages. Après la guerre, la Biélorussie bénéficia des attentions particulières du pouvoir soviétique dans la reconstruction, comme en témoigne la renaissance de Minsk. Entre 1965 et 1980, la direction communiste de Piotr Macherov déploya en faveur de la modernisation du pays des efforts dont la réalité est de nos jours encore largement reconnue. C'est sur cette base que le Belarus indépendant a pu connaître une « transition vers le Marché » moins douloureuse que la Russie ou que l'Ukraine, et ce, malgré les effets désastreux de la catastrophe de Tchernobyl dans le sud du pays.

La dislocation de l'URSS s'est décidée en territoire biélorusse, dans la forêt de Biéloviej le 8 août 1991, mais la population avait voté massivement pour le maintien (et la réforme) de l'Union, lors du référendum du 17 mars 1991. La voie séparatiste et ultralibérale choisie, à la faveur du chaos de la « katarstoïka », par la direction russe sous Eltsine a été refusée par le peuple du Belarus, précisément en élisant Lukachenko à la présidence en 1994. La voie de « l'état social » a été massivement soutenue. Mais elle s'est récemment dégradée, en raison de la crise économique, des sanctions occidentales, de la pandémie du coronavirus et de sa gestion hasardeuse. Ce sont malheureusement des acquis sociaux précieux et uniques en Europe qui risquent d'être perdus dans un tel contexte, à fortiori si le choix « européen », c'est-à-dire libéral, devait se préciser. Or, si les opposants n'exposent pas de programme clair, certains de leurs partisans ont déjà fait entendre leur exaspération à l'égard du secteur nationalisé, et du fait que le « secteur privé » serait entravé dans son essor et lourdement taxé.

On apprend par exemple que plus de 300 PDG de sociétés et investisseurs dans le secteur informatique ont signé une lettre demandant une nouvelle élection, l'arrêt des violences, la libération des prisonniers politiques, l'accès à l'information et menacent de quitter le pays sinon. Ce secteur représente une part

importante de l'économie biélorusse. Mikita Mikado, entrepreneur millionnaire dans le secteur informatique, propose de fournir un soutien financier à la police ou aux militaires qui craignent de manquer d'argent s'ils décident de démissionner. (1)

Le tournant d'août 2020

Les élections présidentielles du 9 août 2020 constituent sans doute un tournant historique pour ce pays et toute la région est-européenne. Alexandre Loukachenko est probablement loin d'avoir gagné à 80% des suffrages exprimés. Sa rivale improvisée Svetlana Tikhanovskaïa a obtenu davantage que les quelque 10% qui lui ont été officiellement reconnus. De toute façon, aucune procédure de vérification indépendante du scrutin n'a été permise. D'où la révolte qui, dès le lendemain, a entraîné des dizaines de milliers de citoyens, jeunes surtout, exigeant le départ du président. Et qui s'étend à de larges couches de la société.

Comme toute « révolution colorée », ce mouvement a été et sera vraisemblablement encouragé et sa technologie mise au point par des fondations américaines et européennes intéressées au « changement de régime ». Mais on doit constater que ces manipulations n'avaient pas ébranlé le Belarus lors de précédents scrutins. Les oppositions traditionnelles, nationalistes et pro-occidentales, n'avaient réussi à entraîner que quelques milliers de contestataires, dans un pays de dix millions d'habitants. Cette fois, au 15 août, on peut dire que c'est par centaines de milliers, voire par millions que se comptent les protestataires, provenant des milieux ouvriers autant qu'intellectuels et de « classes moyennes ».

Les élections falsifiées et la répression ont suffi, en quelques heures, à ruiner la réputation de Loukachenko la population, y compris celle qui lui faisait précédemment confiance. Une frange de la classe ouvrière des grandes usines s'est ralliée au soulèvement, ce qui entame la base sociale du président et menace l'économie du pays. Plus rien ne sera comme avant. Un scénario sanglant de type « Tien an Men » n'est pas exclu. L'ouverture d'un dialogue en vue d'un compromis est souhaitable quoique peu probable. Une démission de Loukachenko et le transfert du pouvoir à l'opposition (à qui ?) offrirait à ses soutiens euro-américains l'occasion d'une nouvelle percée vers l'Est, aux frontières de la Russie, que Moscou ne pourrait accepter, une intervention militaire serait probable, dans la logique du projet poutinien d'intégration du Belarus à la grande Russie. Au risque d'une guerre avec la « république des partisans ». La Russie, par contre, poussera Loukachenko vers la sortie et cherchera à mettre en place un pouvoir (un

président) qui lui soit soumis.

Une période de déstabilisation s'ouvre donc dans cette région centrale de l'Europe, à la frontière entre le bloc Union Européenne-OTAN et la Fédération de Russie.

Jean-Marie Chauvier

LE PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE (PGE) EN BOLIVIE EN TANT QU'OBSERVATEURS INTERNATIONAUX AUX ÉLECTIONS

Une délégation du Parti de la Gauche Européenne (PGE) était présente en Bolivie en tant qu'observateurs internationaux aux élections présidentielles qui ont eu lieu le dimanche 18 octobre. "Pour avoir un processus électoral pacifique, crédible, inclusif et transparent, c'est nécessaire de garantir que la démocratie participative soit respectée, car elle est la seule qui garantit au peuple le droit de choisir son avenir. Notre présence et celle des autres observateurs est importante pour y parvenir", a déclaré Maite Mola, première vice-présidente du PGE en charge des relations internationales, qui dirigeait la délégation.

Veiller à ce que les résultats de ces élections et la volonté du peuple bolivien soient respectés "sera décisif non seulement pour l'avenir du peuple bolivien mais aussi pour l'Amérique latine et les Caraïbes".

Alors que le parti de l'ancien président bolivien Evo Morales, le Mouvement pour le socialisme (MAS-IPSP), a dénoncé une série d'irrégularités dans l'organisation des élections à la communauté internationale, y compris la possibilité d'introduire un couvre-feu de six jours garanti par les militaires et policiers, pendant la campagne électorale, il y a eu de multiples épisodes de violence contre les mouvements populaires et indigènes, qui ont débuté en même temps que la manifestation après les résultats électoraux de 2019 et se sont poursuivis sous le gouvernement de facto de Jeanine Añez, qui est temporairement en pouvoir depuis novembre dernier et s'est retirée de la course présidentielle.

"Nous sommes très préoccupés par la situation en Bolivie, où la violence contre les mouvements populaires et indigènes et les représentants du parti MAS-ISPS, y compris l'ancien président Evo Morales, est une constante qui se produit depuis le début de ce processus, qui est inacceptable pour nous", a affirmé Maite Mola.



Un observateur belge des élections boliviennes dénonce avoir subi des pressions

Le Belge Maxime Ramirez, qui participe à la mission d'observation internationale des élections générales de dimanche en Bolivie, dénonce des pressions subies à son arrivée dans le pays. Le mouvement Demain, dont il est membre, se dit «inquiet» pour son «intégrité physique», a-t-il fait savoir dimanche.

Harcèlement et menaces par les services de sécurité

La mission a été accréditée par l'autorité électorale bolivienne, mais ses membres «ont été harcelés et menacés dès leur arrivée par les 'services de sécurité'», dénonce le mouvement. D'autres observateurs internationaux rapportent également des pressions. Le député argentin Federico Fagioli a dénoncé avoir été détenu vendredi en arrivant en Bolivie, ce que le ministre de l'Intérieur bolivien, Arturo Murillo, a nié, écrit l'agence de presse EFE. Le parlementaire a depuis été libéré. Le ministre Murillo avait suscité la polémique



plus tôt dans la semaine en menaçant d’expulser les observateurs internationaux qui provoqueraient des violences durant les élections, rapportent différents médias locaux.

«Plus il y a d’observateurs, mieux c’est pour tout le monde. Nous mettons en garde les agitateurs et les personnes qui cherchent à susciter la violence, ils ne sont pas les bienvenus. Nous les mettons dans un avion ou derrière les barreaux. Tenez-vous bien, nous savons qui vous êtes et où vous êtes», a-t-il écrit sur Twitter. La Bolivie est en crise politique depuis près d’un an. Les Boliviens doivent entre autres élire leur président, dimanche, après la démission en novembre 2019 d’Evo Morales, au pouvoir depuis 2006, à la suite de plusieurs semaines de protestations contre sa réélection.

Extrait de RTBF

HOMMAGE

Marcel Couteau fête ses noces d’or en politique au Roelux :

«En 50 ans, j’ai vu la démocratie reculer»

Après 50 années au conseil communal, l’ancien bourgmestre du Roelux n’a toujours pas rangé sa langue dans sa poche.

Ce dimanche sera un jour très particulier pour Marcel Couteau. L’ancien bourgmestre du Roelux (de 1982 à 1985) franchira le cap des 50 années, sans interruption, en tant que membre du conseil communal de sa ville. Cette longévité a débuté le soir du 11 octobre 1970 lorsque le jeune Marcel, alors âgé de 37 ans, était élu sur la liste Alliance démocratique. Aujourd’hui âgé de 87 ans, Marcel Couteau n’a rien perdu de sa vigueur politique. Entretien.

M. Couteau, vous vous souvenez encore de ce 11 octobre 1970 ?

«Oui bien sûr. C’était un événement parce que c’était la première fois que notre groupe obtenait deux élus au conseil communal du Roelux. A l’époque, c’est Benoit Friart, le papa de l’actuel bourgmestre qui a hérité du même prénom, qui était à la tête de la commune.»

Pour vous, c'était le début d'une grande aventure.

«J'avais déjà été élu à la Chambre deux ans plus tôt. Mais c'est vrai que c'était le début pour Le Roelx. Par la suite, j'ai été échevin des travaux dès 1977 puis bourgmestre entre 1982 et 1985. Être au service des citoyens, c'était évidemment captivant pour moi.»

Pourquoi vouliez-vous faire de la politique ?

«Dans ma famille, j'étais déjà impliqué dans cette mouvance politico-syndicale. Donc c'était un peu la suite logique. J'avais envie de me battre pour ces idées.»

De quoi êtes-vous le plus fier ?

«Peut-être d'avoir intégré une certaine forme de démocratie et de la transparence lorsque nous étions au pouvoir. Par exemple, nous prenions régulièrement en compte les propositions de la minorité. C'était presque révolutionnaire à l'époque d'admettre que la majorité n'avait pas forcément toujours raison. Et à l'heure actuelle, nous avons beaucoup perdu

cette transparence qui est la pierre angulaire de la démocratie selon moi.»

Vous avez donc vu la politique évoluer durant ces années.

«Durant mes 50 années, j'ai constaté un recul de la démocratie communale. Avant, en tant que conseiller communal, j'avais par exemple le droit de visiter les bâtiments communaux avec un rôle passif. Mais maintenant, il faut introduire une demande quatre jours à l'avance et être accompagné d'un échevin. L'effet de surprise n'existe plus. Idem pour consulter des documents. Il y a un long cheminement pour y arriver. Ce n'était pas le cas avant.»

Qu'est-ce qui a nourri votre flamme politique pendant 50 ans ?

«La proximité avec les gens. J'adore être proche des gens. C'était déjà ma conception lorsque j'étais militant syndical.

Si vous allez jusqu'au bout de votre mandat, vous aurez 91 ans !

«Je n'irai pas jusque-là. Au départ, je comptais arrêter après mes 50 ans de mandat. Mais j'hésite encore parce que je n'aime pas être bousculé. Je vais donc peut-être encore me battre un peu. Et après, je laisserai ma place aux jeunes. Je sais déjà que la relève est assurée avec quelqu'un comme Grégory Lucas qui est un bon conseiller communal qui n'hésite pas à dénoncer ce qui ne va pas.»

Que peut-on vous souhaiter désormais ?

«De vivre encore au moins 10 ans ! (rires) Et que l'on garde un esprit combatif et de contestation. Que les jeunes aient un esprit critique et qu'ils ne prennent pas tout pour argent comptant. Parce que c'est quelque chose qui fait cruellement défaut de nos jours. On gobe tout ce qu'on nous dit, presque comme des robots, et on ne prend plus la peine de tout remettre en question.»

S. Ha.

Extrait de la Dernière Heure





Nous vous

souhaitons

de bonnes fêtes!

Rendez-vous

en janvier;

Prenez soin de vous!